

Écran de fumée

Alors que seulement une année nous sépare de l'élection présidentielle de 2019, un flou total continue de couvrir la perspective d'une échéance pourtant extrêmement cruciale pour l'avenir du pays. Un épais écran de fumée empêche, en effet, d'entrevoir une quelconque configuration pour ce rendez-vous, pourtant très attendu, et par le sérail et par l'opposition politique. Et si, au sein du pouvoir en place, beaucoup continuent de scruter le moindre mouvement qui puisse indiquer la direction du vent pour pouvoir enfin se décider, la situation n'en est pas moins intenable au sein de la classe politique, y compris parmi l'opposition qui ne sait pas encore comment s'y prendre.

En période normale, la course à la magistrature suprême constitue une perspective qui mobilise tous les acteurs politiques, tant l'aspiration à l'exercice du pouvoir est la raison d'être de tout homme ou formation politique. Mais, pour le cas d'espèce, le brouillard entretenu en haut lieu, selon toute vraisemblance volontairement, pour une opération à desseins faciles à deviner, n'est pas de nature à faciliter la tâche aux partis qui hésitent, encore, à quelques exceptions près, à se déterminer. Et si au sein du système, on se surprend, par moments, à espérer la poursuite du règne de Bouteflika, à défaut d'une candidature consensuelle pour assurer une succession en douceur à ce dernier, chez les partis de l'opposition, le temps ne devrait plus être celui des discours stériles et des ego mal placés, mais celui de l'action. L'élection présidentielle de 2019, on le sait, est une occasion historique à saisir, dans un sens comme dans l'autre, mais qui dépend, certes, de l'attitude du pouvoir en place. Il s'agit donc d'orienter la stratégie dans le sens de la sauvegarde des intérêts, et de la classe politique, et du pays.

Bien que cela ressemble plus à un phantasme qu'à une aspiration réaliste, le système, aujourd'hui à bout de souffle et incapable de se renouveler, pourrait, en effet, être tenté par l'option d'un scrutin ouvert où la volonté populaire est maître de son destin. Dans ce cas, les formations politiques de l'opposition sont appelées à jauger leur popularité à l'aune de leur poids réel dans la société. Mais si les tenants du pouvoir s'obstinaient à faire perdurer un règne, jusque-là calamiteux, par le biais d'une candidature qui maintiendrait le statu quo, soit à travers un candidat "consensuel", pour reprendre une formule bien consacrée, ou un nouveau mandat du Président sortant, l'opposition n'aura d'autre choix que de ne pas être dans une course où le gagnant est connu d'avance et où elle sera, de nouveau, le dindon de la farce.